

J'ai mis en gras et en magenta le **texte original** auquel se rapportent mes réflexions.

Les **corrections typographiques** suivent en rouge, en gras et entre parenthèses.

Les **nuances dans les idées ou les formulations ou des idées supplémentaires** suivent en prune, en gras et entre parenthèses.

Un astérisque (\*) a été placé à chaque remarque afin que vous puissiez les trouver simplement à l'aide de la fonction « Rechercher ».

Félicitations pour ce document préparatoire.  
Il est très intéressant et n'est pas rébarbatif du tout.

Je suis en accord avec cette vision de la France dans l'Europe et la Terre.

Antoine Leroy  
leroy\_a@hotmail.fr  
adhérent n° 52684

Chapitre concerné : 2  
Sous-chapitres : 2-1 2-3 2-7 2-9 2-11

Nom : Leroy  
Prénom : Antoine  
Mouvement  
départemental : Modem 44

## **2-1 Economie mondiale**

Nous sommes à un tournant de notre histoire économique. Nous traversons la crise du modèle capitaliste financier fondé sur l'obsession du profit à court terme, l'exploitation irresponsable des ressources naturelles et le recours massif à la dette publique et privée.

Comme dans toute crise, il faut y voir l'opportunité de proposer un nouveau modèle dont l'ambition doit être certes de permettre la sortie de crise mais aussi et surtout de construire une société plus juste, plus responsable, qui cesse de sacrifier les générations futures.

Pour cela, il nous faut d'abord tirer les enseignements de l'échec et des dérives. Notre responsabilité au Mouvement Démocrate est avant tout de tenir un discours de vérité aux citoyens français sur les conséquences de la crise mais au-delà sur les effets sur nos économies d'une mondialisation non maîtrisée et désormais sur les impacts, encore réversibles, du dérèglement climatique.

Une fois ce discours de vérité tenu, nous devons proposer nos idées pour repenser l'architecture de l'économie mondiale, nos modes de croissance et de consommation et nos priorités nationales, notamment budgétaires.

*Mettre la finance au service de l'économie réelle*

Pour changer les valeurs autour de l'argent et promouvoir un modèle de croissance durable, la finance et l'ensemble des structures qui l'organisent doivent profondément changer. Elles doivent se mettre au service de l'économie réelle.

Pour ce faire, il est essentiel de réintroduire la légitimité démocratique dans un système anormalement autorégulé par les financiers eux mêmes. Nous proposons ainsi d'adopter, d'abord au niveau européen, une charte européenne des principes fondamentaux à respecter en matière bancaire financière, et comptable. Cette charte permettra d'énoncer, dans des termes clairs et intelligibles, les principes de saine gestion du système bancaire et financier.

Ces principes doivent être ainsi de :

- doter l'Union Européenne d'un régulateur fort pour les banques, les assurances et les marchés financiers. Quelles différences culturelles pourraient justifier d'appliquer des ratios prudentiels différents d'un pays européen à l'autre ? L'Europe aura ainsi plus de chance d'imposer ses règles dans le reste du monde et de ne pas voir dominer les principes anglo-saxons. Cela est d'autant plus essentiel que le G20 a appelé à de nouvelles règles prudentielles, dont l'élaboration exigera une forte vigilance des Européens ;
- établir l'obligation de réguler les hedge funds et tous les marchés à terme (y compris les matières premières) ;
- séparer les banques de dépôts et les banques d'investissement ainsi que les autres établissements financiers spéculatifs. Par ailleurs, les établissements qui prennent des risques doivent être soumis à des contraintes financières fortes, notamment sur leurs fonds propres, en fonction du degré du risque pris ;
- supprimer les paradis fiscaux avec un calendrier contraignant. Signer avec eux des conventions fiscales ne suffit pas, il faut en vérifier régulièrement la bonne application ;
- introduire une notation, pas seulement financière, mais aussi sociale et environnementale pour les grandes entreprises. Faire de la notation par des agences un service public ;
- \* - n'autoriser la cotation des actions qu'une fois par an, les transactions se faisant toujours quotidiennement. Les actions pourraient être regroupées par thème, chaque thème ayant son jour de cotation.**
- fixer les règles d'encadrement de la rémunération des dirigeants et des traders et mettre fin au système des stocks options (**\* à l'exception (Pourquoi pas toutes les jeunes entreprises ?)** des

**\* start up ) ; (Après combien d'années une entreprise n'est-elle plus considérée comme une start-up ?)**

...

## **2-3 Industrie**

*Réconcilier la France avec le plein emploi et la compétitivité dans un modèle de croissance durable.*

Notre pays perd du terrain. Avant même la crise de fin 2008, l'économie française faisait toujours face à un chômage important (8 % en 2007) et une croissance économique faible (seulement 1,7 % annuel en moyenne sur 2000-2007). Le commerce extérieur est déficitaire depuis 2004 et des déficits record sont désormais atteints (56 milliards d'euros en 2008), alors que l'Allemagne, notre principal partenaire, a connu des excédents exceptionnels.

Ce déficit extérieur témoigne d'une perte de compétitivité profonde de l'économie française. Au-delà des coûts de production, il faut en rechercher les causes dans le caractère insuffisamment innovant des produits français et leur plus faible contenu technologique. Nos spécialisations industrielles sont peu affirmées et nos PME exportatrices trop peu nombreuses.

La crise actuelle aggrave considérablement les problèmes de cette économie chancelante. Le chômage a bondi en 2008 et 2009 et devrait dans un proche avenir dépasser les 10 % de la population active. La sortie de la récession ne laisse envisager qu'une longue période de croissance faible, compte tenu des insuffisances structurelles de l'économie française.

Pour le Mouvement Démocrate, les objectifs de plein-emploi et d'une meilleure compétitivité économique vont de pair. Car la création massive d'emplois ne pourra s'effectuer que dans les nouveaux domaines porteurs d'une croissance durable, comme les secteurs visant à des économies d'énergie et de matières premières, une meilleure éducation et formation, de meilleurs soins de santé, etc. Nous croyons au gisement des « emplois verts », liés à la montée en puissance des industries et des services attachés aux problématiques de développement durable et d'environnement.

Les emplois verts doivent concerner les secteurs traditionnels comme, par exemple, le bâtiment avec la nécessité d'en améliorer la qualité environnementale, l'industrie textile avec l'émergence du textile technique, le secteur du transport avec le développement du transport collectif. Mais les secteurs de haute technologie comme le très haut débit internet porteurs de futurs services (télésurveillance, télédiagnostic...) ou encore les biotechnologies à l'origine de nouvelles molécules, devrait aussi donner lieu à de nombreux emplois de qualité.

Dans ces domaines, l'action compte plus que le discours. Constatons, par exemple, pour ne prendre que le cas des énergies renouvelables, depuis deux ans le décalage entre le discours du Grenelle de l'environnement et la création de mesures législatives ou réglementaires venant freiner des filières comme l'éolien, la biomasse ou l'hydraulique au même moment où de manière unilatérale Nicolas Sarkozy donnait son feu vert à de nouveaux EPR à 3 milliards l'unité. Retenons aussi que sur les 1000 mesures du plan de relance, seulement... cinq (!) concernaient des équipements liés aux énergies renouvelables ou à l'efficacité énergétique, alors que les projets routiers réapparaissaient.

Pour atteindre ces objectifs, et faire entrer la France pleinement dans les enjeux de ce siècle, nous proposons deux vecteurs d'actions au niveau national :

1. Mobiliser massivement l'effort public. Comme la France le fit après la seconde guerre mondiale avec la construction des barrages hydrauliques ou avec la généralisation du téléphone, des investissements massifs doivent être mis en œuvre dans ces technologies d'avenir. Un établissement financier public, à l'instar du rôle joué par le Crédit National dans le passé, pourrait être créé spécifiquement à cet effet. Il œuvrerait conjointement avec les fonds européens (voir ci-dessous). A ce titre, à l'instar du tissu industriel allemand, il sera nécessaire dans cet effort de privilégier le développement des « entreprises moyennes » (de 200 à 1000 salariés), ce qui permettra de générer des activités exportatrices plus solides notamment en cas de crise conjoncturelle.
2. Privilégier l'économie de la connaissance, autrement dit le triangle constitué par le système d'enseignement supérieur, la recherche publique et privée et les entreprises innovantes. L'échec européen de la stratégie de Lisbonne qui visait à doper cette économie de la connaissance concerne tout particulièrement la France qui a vu ces dernières années une politique d'affaiblissement de la recherche publique. Il faudra accompagner les efforts tant en recherche publique que privée en

organisant et sélectionnant quelques pôles d'excellence, et éviter à ce titre le saupoudrage des pôles de compétitivité.

Mais, dans ce domaine, les synergies doivent aussi se faire au niveau européen. Il faut progressivement substituer aux politiques industrielles nationales une stratégie européenne. Outre un dispositif législatif contre les OPA hostiles aux intérêts européens stratégiques, l'Union Européenne doit soutenir politiquement les rapprochements, notamment transfrontaliers, pour susciter des « champions européens » et conditionner les aides européennes à l'absence de cessions sur les secteurs clés. Un Fonds stratégique européen pourrait élargir les compétences actuelles du Fonds Européen d'Investissement, placé sous l'égide de la BEI, qui se limite au capital risque auprès des PME. Il investirait dans les grandes entreprises stratégiques, les PME innovantes, les projets d'infrastructures de niveau européen.

D'autres mesures doivent être envisagées comme :

- veiller à un développement équilibré de l'emploi industriel. Les efforts portés sur le développement de l'économie de la connaissance doivent s'accompagner d'efforts non moins importants pour assurer un développement équilibré de l'emploi industriel, incluant des emplois de qualification modérée à faible. Cet objectif découle en **\* droit (droite)** ligne de l'attention que le Mouvement Démocrate porte aux plus faibles et aux moins qualifiés. L'ensemble doit permettre une restauration – relocalisation des emplois industriels de tous niveaux de qualification, avec l'objectif à long terme d'atteindre un taux de 20% du PIB qui est celui des pays scandinaves actuellement. Par ailleurs, un nouvel essor des emplois industriels est susceptible d'effets bénéfiques sur la situation des quartiers sensibles ;
- mutualiser des moyens nationaux de R&D en faveur des technologies propres et économes (moyens de transport notamment) sans exiger un « juste retour » national systématique. Une partie du budget européen pourrait privilégier les programmes de recherche ;
- disposer d'agences européennes de moyens (ou renforcer les structures existantes), à l'instar des agences fédérales américaines motrices en matière d'appui à la recherche ;
- lancer un grand programme d'amorçage technologique en faveur de la création de PME innovantes dans les secteurs prioritaires ;
- inciter à la collaboration universités-entreprises via une directive européenne fixant des règles contraignantes ;
- pour les PME/TPE, mettre en place un vrai Small Business Act, et instaurer à ce titre une **\* discrimination positive envers (sélection orientée vers)** les PME pour rétablir l'égalité face à l'accès aux marchés publics. Il faut aussi proposer des mesures incitatives pour garantir un minimum de commandes sur les grands projets, ce que leur permettront de bonnes références nationales.

Promouvoir ces nouveaux secteurs constitue le gisement d'emploi du futur. L'afficher, en France et en Europe, est aussi un formidable moyen de fixer un cap économique, de tracer une voie de sortie et justement en cela de rétablir cette confiance si nécessaire aux entreprises et aux citoyens. Il faut redonner l'envie d'investir et de consommer mieux. A ce jour, les plans nationaux n'ont pas été à la hauteur. Il faut ainsi lancer un grand emprunt européen, l'emprunt de **\* l'avenir (l'avenir)**. Un emprunt national et non coordonné, comme envisagé par Nicolas Sarkozy, aggravera avant tout l'endettement du pays.

## **2-7 Consommation économe et équitable**

La crise actuelle n'est pas seulement financière et économique. C'est aussi celle de notre système de surproduction et d'hyperconsommation. Il va nous falloir apprendre à consommer autrement. Toute la société de consommation a été organisée jusqu'à présent sur l'acquisition d'objets puis sur l'achat de services en cherchant à en augmenter infiniment le nombre, aboutissant à la saturation et au gaspillage. Il nous faut désormais inverser les priorités et revenir à une conception économique qui privilégie l'usage par rapport à l'échange monétaire.

Encourager la location de voitures, la mise à disposition de vélos, ou de nombreux autres biens durables, favorise la construction de qualité. Dans ce cas, la durabilité est rentable pour les entreprises. La décroissance n'est pas une solution, il convient de mettre en place une croissance qualitative qui favorise les conditions de vie. On doit modifier les indicateurs de mesure de la richesse afin que les activités

négatives (accidents, pollution, embouteillages,...) ne soient plus **\* seulement ()** comptabilisées comme accroissant le produit intérieur brut et la consommation des ménages **\* alors qu'ils (mais comptabilisées comme diminuant les richesses car elles)** dégradent le bien-être **(et même parfois tuent ou blessent les citoyens)**.

## 2-9 Agriculture

L'agriculture est vitale pour la France et pour l'Europe : elle est notre histoire, notre alimentation, notre rapport à la terre et notre lien social au travers des territoires. A l'avenir, elle sera aussi notre énergie et la chimie de demain, à condition de respecter notre environnement. Dans notre pays, deux tiers des exploitations dégagent un revenu inférieur au SMIC. Le monde paysan se sent abandonné par le corps social, il ne comprend pas ce qui lui est reproché et désespère de son avenir.

En Europe, l'agriculture est le seul secteur ayant fait l'objet d'une politique intergouvernementale approfondie. C'est l'alimentation qui a permis aux pères fondateurs de la Communauté européenne de franchir des seuils de non-retour, en termes d'interdépendance. Avec la fin annoncée de la PAC, notre agriculture est désormais soumise à une concurrence sans **\* règles (règle)** entraînant une volatilité des prix.

L'agriculture occupe la moitié des actifs de la planète et parmi les humains souffrant de malnutrition ou de famine, la plupart sont paysans : paradoxe de la mondialisation de l'agriculture. Il faut cesser rapidement d'exporter nos excédents agricoles à prix bradés pour ne pas détruire les agricultures vivrières des pays pauvres. Pour ce faire, les marchés agricoles doivent être régulés au niveau **mondial** pour promouvoir une agriculture de qualité qui vise la sécurité alimentaire, protège l'environnement et maintienne un tissu d'exploitations à **taille humaine \* (oui, mais délicat. Voir la taille des exploitations aux USA, en Ukraine, ...)**. Nous devons défendre le principe d'organisation des marchés agricoles, selon des zones homogènes de libre-échange, organisée par l'OMC en application d'un mandat renouvelé (tel que les Objectifs du Millénaire définis par l'ONU).

Nous voulons une agriculture soutenable économiquement, socialement et écologiquement, trois piliers indissociables.

Economiquement soutenable, c'est une agriculture rémunératrice pour les agriculteurs par une organisation des marchés agricoles permettant un nouvel équilibre entre producteurs et centrales d'achat des grandes surfaces et des industriels. Par exemple en autorisant les agriculteurs à se regrouper pour négocier d'une même voix et augmenter leurs marges. Mais aussi en favorisant les circuits directs (associations de consommateurs, vente directes) et les marchés locaux (ex. cantines alimentées localement).

L'alimentation n'étant pas une marchandise comme les autres en ce qu'elle touche à la vie, la collectivité doit continuer à soutenir une production saine et responsable pour encourager et aider les agriculteurs à mettre en place de nouveaux modes de production respectueux de l'environnement, rentables et économes en pétrochimie (principal poste de dépense), à travers les mécanismes de financements du développement rural, comme à travers le soutien aux PME et aux nombreux appels à projets prévus dans l'agenda 2000.

Il convient aussi de développer les revenus complémentaires pour les exploitations, tels que la méthanisation des lisiers (production de biogaz), le photovoltaïque **\* (revente d'électricité) (Pourquoi est-ce E.D.F. qui doit acheter très cher l'électricité du photovoltaïque ou de l'éolien et non tous les fournisseurs d'électricité ?)**, la transformation des végétaux non nourriciers en chimie verte et surtout la transformation des productions en produits de consommation. Les agriculteurs doivent se réapproprier l'économie agricole.

...

## 2-11 Energie et climat

La crise climatique place tous les pays devant une responsabilité inédite pour préserver notre avenir, la biodiversité et les équilibres de la planète. L'objectif de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 est désormais connu et affirmé. Face à l'ampleur de ce défi, il est absolument

nécessaire de définir une politique volontariste visant à ce que chaque citoyen, chaque entreprise et chaque administration puisse devenir un acteur impliqué dans la lutte contre les gaz à effet de serre.

Nous devons promouvoir, à tous les échelons politiques, tant européen, national que local des démarches ambitieuses devant s'appuyer sur les cinq leviers principaux suivants :

- Une mise à plat complète de notre \* <mix (production) énergétique >, avec un développement ambitieux des énergies renouvelables (solaire thermique, éolien, bois énergie et également biocarburants de seconde génération, biogaz, géothermie, \* énergie de la houle, ...) et une approche pragmatique, non hégémonique et transparente du nucléaire civil, dont les impacts sur l'environnement ne peuvent être considérés comme neutres.

...